

La transparence : un atout pour l'industrie nucléaire

Michel-H. Jamard,
directeur de la communication,
Groupe Cogema



Michel-H. Jamard.

La demande de transparence émanant de la société civile ne s'adresse pas, loin s'en faut, à la seule industrie nucléaire. Elle touche, aujourd'hui, tous les domaines de la vie économique, politique et sociale. Et au risque de surprendre, le nucléaire fait souvent figure d'exemple.

L'aspiration des citoyens à davantage de transparence est légitime. Elle traduit à la fois une volonté de mieux comprendre la société dans laquelle ils vivent et celle de se voir davantage impliqués dans les processus de prises de décisions. Force est de reconnaître que l'évolution des mentalités découle aussi d'un sentiment croissant de méfiance envers l'ensemble des institutions et d'une anxiété grandissante face à la complexité du monde.

La science et la technique n'échappent pas au phénomène, alors même qu'on leur doit un confort sans cesse amélioré, des conditions de santé toujours meilleures, une espérance de vie en progression constante. La part de l'irrationnel dans ces questions plaide aussi en faveur de la transparence : on craint davantage ce que l'on ne comprend pas ou ce que l'on considère comme caché.

Le poids de l'histoire

Outre qu'il est savamment entretenu par certains opposants pour lesquels le dogme prime sur les faits, le déficit de transparence dont souffre l'industrie nucléaire aux yeux du public a des sources historiques. De fait, le lancement du programme nucléaire civil français n'a pas donné lieu à un débat public. On peut, aujourd'hui, le regretter mais, autres temps autres mœurs, l'exigence citoyenne était alors d'une nature différente et les militants antinucléaires

surtout préoccupés par l'utilisation militaire de l'atome. Les chocs pétroliers successifs, la nécessité de préserver l'indépendance énergétique nationale, mais aussi un sentiment de fierté à l'égard des grandes technologies françaises de l'époque ont conduit à une acceptation tacite des choix énergétiques du gouvernement.

Plus tard, dans un climat bien moins consensuel, l'accident de Tchernobyl est venu semer un trouble aussi profond que durable dans les opinions publiques. Tout événement provoquant mort d'hommes est une

catastrophe. Celui-ci ne fait pas exception. Il faut pourtant reconnaître que l'émoi naturel qu'il a suscité s'est trouvé aggravé par la gestion médiatique de la crise et son exploitation sans retenue par les groupes de pression anti-nucléaires. Les houillères, la chimie, l'aéronautique comme la plupart des secteurs industriels ont connu, récemment encore, des drames aux conséquences humaines plus terribles, sans que soit remise en cause leur existence. Quinze ans après Tchernobyl, l'industrie nucléaire doit, quant à elle, encore travailler à la restauration de son capital confiance.

Face à un tel ostracisme, les industriels du nucléaire ne doivent pas céder à la tentation du mépris ou de l'enfermement dans la même attitude dogmatique que leurs détracteurs. Il leur faut au contraire adopter la position d'ouverture qu'attendent les sociétés modernes. Donner les moyens de comprendre plutôt que de vouloir convaincre, éclairer plutôt que de pro-

fesser. Une nouvelle pédagogie est à mettre en œuvre, non pas “dispensée” comme par le passé, mais “proposée”, mise à disposition du citoyen désireux de former sa propre opinion.

Le débat actuel sur politique énergétique et effet de serre doit être abordé de cette façon. Régulièrement entretenue sur le sujet par les médias, l'opinion publique pressent bien que cette question est trop sérieuse pour être réduite à la propagande d'un côté, à l'anathème de l'autre. Ne croyant plus aux solutions miracles, elle attend des données claires, crédibles, vérifiables qui lui permettront d'évaluer avantages et inconvénients des différentes sources d'énergie en prenant en compte les facteurs environnementaux, économiques et sociaux. C'est à ce prix que pourra être élaboré un *mix* énergétique cohérent et accepté où le nucléaire, l'éolien, le gaz et les autres sources d'énergie auront la place qui leur revient.

Une industrie étroitement contrôlée

L'industrie nucléaire a d'autant plus intérêt à jouer la transparence qu'elle a de nombreux arguments à faire valoir. Peut-être s'est-elle à une époque contentée de les asséner plutôt que de les démontrer. Pourtant, qui peut nier que cette industrie est la plus contrôlée qui soit? Quels autres industriels sont soumis à l'obligation de déclarer le moindre incident de fonctionnement aux autorités de sûreté? Sans parler des décrets, règlements et procédures d'autorisations multiples qui régissent tous les stades de cette activité. Cette rigueur, cette obsession de la sécurité font partie intégrante de la culture nucléaire et dans ce contexte, la transparence constitue un moyen de mieux faire connaître et reconnaître ces pratiques.

L'échelle internationale INES, spécialement créée pour permettre au public d'appréhender avec précision le degré de gravité d'un incident ou d'un accident nucléaire procède de la même volonté d'information. Elle est utilisée en France par l'Autorité de sûreté nucléaire qui rend régulièrement

compte aux citoyens de l'état des installations nucléaires et de leur fonctionnement par le biais de nombreux supports (rapports annuels, revues, site Internet...). Placée sous la double tutelle du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie et du ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, cette autorité indépendante participe, elle aussi, à la transparence de ce secteur d'activité.

Les nouvelles technologies au service de la transparence

Les entreprises du secteur nucléaire font souvent figure de pionnières en matière d'ouverture et d'information du public. En particulier dans l'utilisation des nouvelles technologies de l'information.

Conscient de l'évolution de la société, de la légitime préoccupation du public vis-à-vis de son environnement au sens le plus large du terme, le Groupe Cogema poursuit ainsi depuis plus de deux ans, à l'instigation de sa présidente, Anne Lauvergeon, une politique de communication fondée sur la transparence et le dialogue. Elle s'est notamment traduite par une première mondiale : l'ouverture d'un site Internet (www.cogemalahague.fr) permettant de visualiser à l'aide de webcams fonctionnant 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 l'activité d'installations industrielles. En l'espèce, l'usine de La Hague, tenue par certains pour l'une des plus secrètes de France ! Le site Internet donne également accès aux analyses d'impact des installations sur l'environnement et ouvre aux internautes la possibilité de poser leurs questions sur l'entreprise et ses activités. L'initiative a fait école depuis, y compris à l'extérieur de nos frontières.

Ce succès a conduit Cogema à développer ce mode de communication. À la fois didactiques, interactifs, les sites Internet du Groupe s'attachent à offrir une information claire, complète n'éluant pas les sujets polémiques. Des dossiers d'information sont mis régulièrement en ligne. Des données très précises telles que le volume des combustibles usés entre-

posés à l'usine de La Hague, le calendrier prévisionnel de traitement des combustibles étrangers, ainsi que le calendrier et le nombre de transports prévus vers les pays d'origine de ces combustibles à l'horizon 2008 sont également accessibles.

Favoriser le travail de la presse

Si Internet s'avère un outil permettant d'atteindre potentiellement un très large auditoire, dans la réalité une partie importante de la population demeure encore à l'écart de ce moyen de communication. D'où la nécessité de favoriser le travail de la presse en entretenant avec ses représentants des relations ouvertes, sereines, fondées sur le professionnalisme et le respect mutuel. En moyenne, chaque année, plus de 500 contacts sollicités ou spontanés sont ainsi établis entre Cogema et des journalistes. Dans ce cadre, nombre d'entre eux sont accueillis dans les installations industrielles du Groupe.

La même volonté d'ouverture et de dialogue se manifeste à l'égard des élus tant à l'échelon national que local. L'ouverture des sites industriels au public permet par ailleurs l'établissement de relations plus directes avec les citoyens. Ainsi, plus de 25 000 visiteurs sont accueillis chaque année dans les usines du Groupe Cogema.

Avant de se traduire en actions, la transparence est un état d'esprit. Il s'impose au sein de l'industrie nucléaire française dont les principaux acteurs se sont délibérément engagés dans cette voie. Enfermés dans un discours immuable depuis des décennies, les opposants les plus extrêmes l'ignorent ou feignent de l'ignorer. Gageons que leur attitude trouvera de moins en moins d'écho au fur et à mesure que le débat sur les choix énergétiques et leurs conséquences sur le réchauffement climatique et sur les prix à la consommation prendra une tournure plus concrète. Dans cette perspective, la transparence s'impose non seulement comme une obligation morale, mais aussi comme un atout industriel. ■